

# Où en sont les nationalismes ?

par Maurice DUVERGER

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris (\*).

★

Le problème qu'il m'a été demandé d'aborder est immense. Il n'est pas question de le traiter complètement dans cet exposé. En fait, c'est à quelques aspects du problème des nationalismes de l'époque contemporaine que je m'intéresserai ici.

Comme toute idéologie, le nationalisme a deux aspects. C'est, d'une part, un phénomène réel, authentique : il exprime l'attachement des hommes à leur communauté naturelle. Il serait intéressant, à cet égard, de montrer comment cette communauté s'est de plus en plus élargie et comment les premières formes du patriotisme ont commencé par être locales. Mais c'est, d'autre part, une arme efficace qu'on utilise largement.

A la base du nationalisme, il y a, de toute évidence, un sentiment réel, extrêmement puissant, souvent difficile à définir. Si nous arrivons mal à déterminer sa nature, nous pouvons mesurer sa force à la puissance de son emprise sur les hommes. Vous connaissez les pages célèbres de Renan sur ce qu'est une Nation. Ces pages sont belles ; elles ne sont pas toujours extrêmement précises et il y a sur la notion même du nationalisme, un grand nombre de théories. Je ne les examinerai pas ici.

Ce que je voudrais marquer, c'est que, comme toute idéologie, le nationalisme n'est pas seulement un phénomène naturel, un phénomène existant, réel, vrai ; c'est aussi une utilisation de ce phénomène à des fins politiques diverses. La vie politique n'est qu'un combat sous une forme ou sous une autre ; elle met en œuvre des stratégies dont la théorie, sans être aussi précise que celle des stratégies militaires, mériterait d'être entreprise par la science politique contemporaine.

A cause de sa force et de l'emprise très puissante qu'il exerce sur les hommes, le nationalisme

est une arme politique que différents partis peuvent utiliser avec efficacité. Je dis bien : différents partis. Car presque toutes les idéologies, suivant les circonstances, les époques ou les contextures politiques, sont mises au service de causes différentes ; elles satisfont des buts parfois diamétralement opposés. Le cas du nationalisme est frappant à cet égard. Comme s'il s'agissait d'une arme qui change de mains, des partis en opposition absolue s'en emparent. Ils s'en servent avec brio jusqu'au moment où leurs adversaires la reprennent et s'en servent de la même façon.

Il faut bien comprendre le double aspect du phénomène. A vouloir trop insister sur le second, on pourrait croire que le nationalisme est un phénomène illusoire. Il ne vise pas toujours à détourner l'attention de l'opinion publique de certains problèmes. S'il en est parfois ainsi, ce n'est là qu'un aspect de la question. L'arme du nationalisme ne serait pas aussi efficace si elle ne reposait sur une réalité très profonde pour l'opinion publique.

Cette situation n'est pas propre au nationalisme. A peu près toutes les idéologies sont marquées par ce double aspect du phénomène social. Ceci dit, il nous paraît utile d'envisager l'étude du nationalisme avant tout sous son deuxième aspect, le plus intéressant si l'on veut comprendre le rôle réel du nationalisme dans le monde moderne.

Du point de vue purement sociologique, notre époque ne présente guère de nouveautés. Certes, les nationalismes africains et asiatiques ont, à certains égards, un côté peut-être plus raciste que les nationalismes européens du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais

---

(\*) Communication faite le 12 mars 1959.

ceux-ci, nous les jugeons de loin ; nous les examinons avec un certain recul et nous les considérons, à juste titre, comme l'expression d'un racisme de gens plus évolués, de meilleur ton et, surtout, moins pauvres. Au fond, pourtant, ces nationalismes se ressemblent. Si nous n'avons pas cette impression, notre sentiment n'est pas dû à une réelle différence de nature. C'est plutôt une différence d'état, de qualité ou d'intensité qui l'explique. Tant du point de vue sociologique que sur le plan doctrinal, le nationalisme du XX<sup>e</sup> siècle n'est pas très différent de celui du XIX<sup>e</sup>, si l'on veut bien faire à son sujet les transpositions nécessaires. Mais ce qui est très intéressant, c'est l'utilisation stratégique toute différente dont il fait l'objet actuellement. Pour cela encore, il est indispensable de comprendre qu'il n'y a pas de différence radicale entre les mouvements nationalistes que l'Europe a connus il y a un siècle, et ceux avec lesquels sont aux prises, aujourd'hui, les pays sous-développés. Quiconque veut saisir la force politique, l'orientation, la signification du nationalisme asiatique ou africain, doit toujours avoir présente à la mémoire l'histoire de l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle. Il y a dans son cadre, des schémas d'explication qui sont absolument nécessaires. Je me propose de vous en faire part très brièvement en analysant successivement, d'une part, l'évolution du nationalisme européen du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours, d'autre part, la dialectique actuelle des nationalismes dans les pays sous-développés. L'idée générale qui relie ces deux aspects du problème tend à exprimer que, dans une large mesure, le mouvement nationaliste actuel d'Afrique et d'Asie reproduit l'évolution du mouvement nationaliste européen du XIX<sup>e</sup> siècle au XX<sup>e</sup> siècle... Dans une large mesure mais dans une certaine mesure seulement, car il n'y a pas évidemment identité ; il y a simplement ressemblance dans les grandes lignes.

Ce qui caractérise *l'évolution du nationalisme européen du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, c'est, comme je vous le disais tout à l'heure à propos des idéologies, que le nationalisme a changé de mains plusieurs fois. Dans une première phase, au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le nationalisme est une force qui se doit d'être qualifiée de gauche. Dans une deuxième phase, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il passera aux mains de la droite.

Ici, j'ouvre une parenthèse : j'emploierai fréquemment dans cet exposé les qualifications « droite » et « gauche » ; elles ne se réfèrent pas à des partis proprement dits ; elles tendent tout simplement à traduire deux attitudes politiques : celles que François Goguel, dans son ouvrage sur les « Partis politiques français sous la Troisième République », appelait : l'ordre et le mouvement ; celles que, sous la Monarchie de Juillet, on dénommait le Parti de la Résistance et le Parti du Mouvement. Les Anglo-Saxons distinguent dans cette optique la tendance conservatrice et la tendance radicale, le terme radical étant pris dans le sens anglais du mot. Soulignons brièvement qu'il y a des partis qui veulent changer ce qui existe, parce qu'ils estiment que l'ordre en vigueur n'est qu'apparent, qu'il n'est, comme le faisait remarquer Emmanuel Mounier, qu'un « désordre établi » à partir duquel on doit établir un « ordre véritable ». Ces partis sont les uns réformistes, les autres révolutionnaires. Ils interceptent ainsi des méthodes différentes pour atteindre un même but, les uns ne voulant que modifier partiellement l'ordre existant, les autres se préoccupant de le bouleverser totalement. Tels sont les partis de gauche. A l'opposé, il y a des partis qui estiment nécessaire le maintien de l'ordre en vigueur. Certains d'entre eux le font sans illusions, sachant sans doute qu'on pourrait l'améliorer.

Le point de vue du conservateur est celui de l'homme qui veut maintenir autant que possible l'ordre établi. Il peut y avoir tantôt un conservatisme pessimiste, tantôt un conservatisme optimiste. Mais l'essentiel pour les partis de droite, c'est de refuser toute évolution de façon à conserver la société telle qu'elle se présente. Je ferme cette trop longue parenthèse. Elle est cependant indispensable pour l'exacte compréhension de mes propos.

Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le nationalisme a été incontestablement une force de gauche. C'est au nom du nationalisme que les partis désireux de transformer la société, ont entamé leur propagande ; ils ont ainsi attiré à eux des masses populaires et ont obtenu certains résultats. Le nationalisme a été utilisé d'abord par les artisans de la Révolution française pour créer une sorte de lien social, un esprit de communauté indépendant de l'attachement monarchique.

On ne peut oublier le grand drame provoqué par l'effondrement de la Monarchie. Contre la volonté des révolutionnaires, Robespierre avait tout fait pour la conserver. Dans notre pays, le Monarque était le seul lien existant entre tous les éléments de la société. Le thème de la Nation, qui lui a été substitué, a créé un nouveau consensus. Ainsi, au départ, le concept de Nation a permis de créer, en Europe, une union dans un Etat, en dehors de la Monarchie. Pareille situation est un peu particulière à la France. Dans certains Etats, les Monarchies n'ont pas été victimes d'un tel conflit. Enfin, dans d'autres Etats, les deux concepts Monarchie et Nation se sont même trouvés réunis. La Belgique en fournit un bon exemple : la Monarchie y est née au moment d'une revendication nationale. Ce fait illustre très bien la tendance du nationalisme à être utilisé dans des sens différents.

Au sujet des rapports entre le nationalisme et l'esprit monarchique, on peut donc distinguer trois grands groupes d'Etats : les pays où, comme en France, le nationalisme a comblé le vide créé par la disparition de la Monarchie ; les pays dans lesquels il n'y a pas eu de conflit parce qu'il n'y avait pas de lien réel entre la Monarchie et la Nation, enfin les pays où, comme la Belgique, le Nationalisme et la Monarchie ont été unis au départ.

Après cette mise au point, reconnaissons que la Révolution française a utilisé le nationalisme comme un moyen de propagande révolutionnaire. Elle l'a fait avec une très grande subtilité. Il est passionnant d'étudier à ce titre la façon dont les révolutionnaires qui ont une doctrine rationnelle, rationaliste, applicable à l'humanité entière, ont uni très habilement l'esprit nationaliste français et la doctrine universaliste.

Pourquoi ont-ils agi de la sorte ? Parce que la France était à l'époque le seul Etat qui eût créé un régime fondé sur les Droits de l'Homme et les Libertés publiques. Par conséquent, l'incorporation à la France était l'inclusion dans un régime de libertés. Vous savez que les premières bornes qui ont été posées aux frontières françaises, ne portaient pas l'inscription du mot « France » mais bien celle de la phrase suivante : « Ici commence le pays de la Liberté ». Il était fort habile de mêler une propagande nationaliste à des idées révolu-

tionnaires. Sous l'impulsion de Danton, cette propagande avait même été poussée très loin. Elle avait développé la politique des républiques « sœurs », ainsi qu'une sorte de politique européenne, pourrait-on dire, autour du nationalisme français.

Avec Napoléon, — non pas avec Napoléon au pouvoir, mais bien avec Napoléon dictant ses mémoires à l'île de Sainte-Hélène et essayant de prendre vis-à-vis de la postérité la figure auréolée de ce fils de la Révolution qu'il était d'ailleurs —, prend naissance une doctrine des nationalités dans laquelle la Révolution apporte la liberté à la fois à chaque individu et aux collectivités nationales, aux groupes nationaux. Cette grande idée du principe des nationalités qui devait dominer l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle n'a pas été directement lancée par la Révolution française. Elle est due essentiellement à Napoléon Bonaparte pour justifier après coup une politique qu'il n'a pas tout à fait appliquée de son vivant. Cette doctrine allait donner ainsi au nationalisme une expansion révolutionnaire.

En fait, à travers toute l'Europe de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, on constate que l'idée de nationalisme va d'abord être une idée d'émancipation collective. Elle sert l'émancipation des groupes ethniques ou celle des groupes nationaux qui étaient sous le joug étranger. C'est ainsi que va se réaliser progressivement la libération des peuples de l'Europe centrale. La Belgique arrivera à son existence nationale de la même façon. Un peu partout en Europe, les peuples soumis à une domination étrangère accèdent à la vie nationale, parfois par la scission d'Etats multinationaux, parfois, au contraire, par le regroupement de petites principautés héréditaires. Tels seront le cas de l'unité italienne et celui de l'unité allemande. L'idée d'émancipation collective vise à changer l'ordre existant. Il s'agit d'une idée progressiste. Elle est incontestablement « de gauche » au sens que j'ai donné plus haut à cette expression. En outre, dans l'organisation politique intérieure, le nationalisme de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est lié au libéralisme politique, qui était représenté par les grands partis « de gauche » de l'époque. Ainsi, dans la lutte au cours de laquelle s'affrontent, à peu près dans tous les pays, les conservateurs et les libéraux, le libéralisme et le nationalisme sont étroitement

liés. En fait, c'est à la fois au nom de la liberté individuelle et au nom de la liberté collective des Nations, que se feront les révolutions européennes de 1830 et 1848. Cette situation est attestée par maints détails de la politique intérieure elle-même. Un de nos jeunes historiens, Girardet, qui est l'auteur d'une étude très intéressante sur l'évolution de l'armée française et de la société militaire depuis la Révolution française, a noté à quel point, pendant toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ce sont les partis de gauche qui soutiennent l'armée. Ce sont les partis de gauche qui réclament les crédits militaires. Les militaires font de la politique « de gauche » quand ils font de la politique — et ils en font à l'époque ; ils sont presque toujours des hommes politiques libéraux. Les choses ne changeront que dans la deuxième moitié du siècle.

Retenons cette mise au point sur les attaches du nationalisme avec la politique « de gauche » qui est dressée d'ailleurs contre un internationalisme, un cosmopolitisme : ceux de l'Europe aristocratique du XVIII<sup>e</sup> siècle essayant de se survivre. Un homme comme M. de Metternich ne pouvait pas comprendre ce que signifiait le nationalisme. Lui, il se sentait extrêmement international. Il y avait à cette époque une « Internationale des Princes », « l'internationale des Aristocrates » et cette sorte d'« Internationale des Rois » que reflète la Sainte Alliance. Le nationalisme était une idéologie de bourgeois. En fait, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'internationalisme était à droite ; le nationalisme se situait à gauche.

Les choses vont cependant changer dans la deuxième moitié du siècle. Elles vont changer sous l'influence de facteurs assez nombreux, variables suivant chaque pays. L'évolution qui se fera à cette époque, n'aura pas partout la même ampleur. Mais, au delà de ces variations, il y a un grand élément fondamental : l'apparition du socialisme.

L'apparition du socialisme va poser un problème à la gauche européenne représentée à cette époque par les partis libéraux. Le grand dilemme devant lequel vont se trouver les partis libéraux dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, n'est pas toujours résolu pour certains d'entre eux et, seuls, ceux qui n'ont pas le sens de l'histoire, ne comprendront pas qu'un parti comme le parti radical-

socialiste français, par exemple, se trouve écartelé entre deux tendances : l'une qui est l'alliance permanente avec la nouvelle gauche, c'est-à-dire avec les socialistes, l'autre qui est l'alliance avec la droite, pour la défense de la propriété. À cet écartèlement, le développement du socialisme a voué tous les partis libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle. Eux voulaient sans doute la libération de l'homme et sa libération complète. Mais ils pensaient surtout à sa libération politique. Lorsqu'ils ont vu les socialistes mettre en cause la propriété privée et la structure capitaliste de la production, ils se sont trouvés pris entre deux feux : 1) ou bien continuer à opter pour l'idée de la libération complète de l'homme, — car ils pensaient vraiment qu'après sa libération politique, il faudrait envisager sa libération économique. Aussi versaient-ils dans le socialisme ; 2) ou bien rester fidèles à ce qu'était leur propre clientèle. Car ils représentaient essentiellement le parti de la bourgeoisie. Ils rejoignaient les conservateurs par leur foi dans la liberté économique et dans la libre entreprise. Fallait-il s'allier aux conservateurs ou bien s'orienter vers le socialisme ? Tel était le problème à résoudre. Ce problème s'est reflété dans l'orientation même de la politique libérale. Il y a eu chez ses adeptes une sorte d'hésitation qui les a fait basculer vers la droite. Les libéraux ont entraîné avec eux le nationalisme. Par la suite, les conservateurs, d'internationalistes qu'ils étaient, ont estimé que le nationalisme était un merveilleux motif d'alliance pour resserrer leurs liens avec les libéraux. Mais, pour poursuivre cette étude avec plus de détails, il faudrait la faire porter sur chaque pays. Il faudrait montrer comment à un certain moment, s'y sont posés en fait le problème de la montée socialiste et celui de l'alliance entre les anciens libéraux et les anciens conservateurs. Il importerait de fixer les circonstances dans lesquelles cette alliance s'est faite autour du nationalisme.

En France, la situation est extrêmement claire. Dans les dernières années du dix-neuvième siècle, le nationalisme a été pris « en charge » par la droite. Sans doute y a-t-il eu l'influence de la guerre de 1870. Mais cette guerre n'a pas vraiment poussé le nationalisme vers la droite. Si l'on étudie la position des partis politiques à l'Assemblée Nationale de 1871, on s'aperçoit que toute la droite conservatrice est pour la paix immédiate

tandis que les partisans de la guerre à outrance, qui défendent le nationalisme français en termes émouvants, énergiques et un peu fous — car à l'époque, la guerre n'était plus possible — forment la gauche et l'extrême-gauche. Victor Hugo fera dans ce grand théâtre de Bordeaux où a siégé l'Assemblée Nationale, un admirable discours d'extrême-gauche. Ce discours lui vaudra d'ailleurs une apostrophe, qui figure au journal officiel, d'un député conservateur portant un assez grand nom dans l'Ouest de la France : « M. Victor Hugo, vous ne parlez même pas français !... »

Si, un peu plus tard, la défaite de 1870 va rendre la droite sensible au nationalisme, en 1871 encore, le nationalisme est à gauche et l'internationalisme reste plutôt à droite. C'est aux alentours de 1890-1900 que va se faire la conversion. A cette époque, le pays est détaché de la Monarchie. Il s'en est détaché peu à peu, depuis 1872, mais définitivement par suite des conflits entre légitimistes, orléanistes et bonapartistes. « La République, disait-on alors, est le régime qui nous divise le moins ». On peut suivre d'ailleurs les étapes de cette désaffectation du pays vis-à-vis de la monarchie : il a été séparé d'elle depuis trop longtemps ; il y a eu trop de monarchies différentes entre 1815 et 1870 et les hommes politiques de droite s'aperçoivent, aux alentours de 1890, qu'on ne peut plus faire campagne autour de la monarchie parce que cette attitude continue à diviser les Français. De plus, la question monarchique n'est plus « rentable ». Il faut lui trouver un substitut. Ce substitut est le nationalisme. On voit revenir de cette façon, dans la vie politique française, le nationalisme comme thème de droite aux alentours de 1890. Le mot réapparaît dans la langue française sous l'influence de Barrès qui en fait mention pour la première fois en 1892. Jusqu'à 1900, l'union des forces de droite va se faire autour de l'idéal national.

Il y a d'ailleurs eu un moment très curieux dans l'histoire de France, qui est très passionnant pour le spécialiste de science politique. Il s'agit de celui où la droite, basculant vers le nationalisme, et la gauche n'ayant pas encore abandonné le nationalisme (qu'elle n'abandonnera jamais tout à fait) vont se retrouver. Telle est la signification sociologique de l'extraordinaire crise boulangiste. Le général Boulanger, au départ, est une invention de l'extrême-gauche, c'est-à-dire, à l'époque, du

parti radical-socialiste et de Clemenceau. Derrière Boulanger se regroupèrent à la fois des gens d'extrême-gauche — je pense, par exemple, à ce député radical-socialiste qu'était Naquet, auteur de la loi sur le divorce — et les monarchistes. Ainsi fut formé le « Comité boulangiste ». C'est à ce moment que la « jonction » s'est produite. Les deux tendances se sont trouvées réunies derrière ce général romantique, amoureux, qui pensait fort peu au pouvoir.

Mais, peu après, les conflits renaîtront assez vite, à propos des questions coloniales. Il est frappant de voir, par exemple, que Jules Ferry est tombé, sous la volonté conjuguée des radicaux à la manière de Clemenceau et de l'extrême-droite, sur le nationalisme. A l'époque, les conquêtes coloniales avaient une signification anti-nationaliste. On y avait trouvé le moyen, comme disait si magnifiquement Clemenceau, « de détourner les yeux des Français de la ligne bleue des Vosges ».

Voilà comment s'est produit le détournement en 1890-1900, en France. Dans les autres pays d'Europe, les phénomènes sont semblables. Leurs détails sont sans doute différents. Mais le mécanisme général est le même entre 1880-1914. Progressivement, l'internationalisme devient un argument pour partis de gauche, principalement sous l'influence des socialistes, tandis que la droite se regroupe sous le drapeau nationaliste. On pourrait, si on voulait analyser dans le détail cette évolution, montrer combien elle est passionnante par son infrastructure sociale. Car, en fait, c'est la même classe sociale qui avait développé le nationalisme au début du siècle, dans une perspective de transformation de la société, en bouleversant l'ancien ordre traditionnel aristocratique ; et c'est la même classe sociale qui restera attachée au nationalisme, mais dans un sens de conservation de la société, de maintien du nouvel ordre qu'elle a établi. En Europe, le nationalisme a été lié profondément au développement de la bourgeoisie. C'est la bourgeoisie qui a utilisé le nationalisme contre l'aristocratie et qui l'a ensuite repris pour l'utiliser contre le socialisme.

Telle est l'évolution qui se produira à la veille de la guerre de 1914. Entre les deux guerres, elle continuera à se marquer. La droite n'hésitera pas à utiliser contre les socialistes et contre tous les dangers de gauche et d'extrême-gauche, l'hyper-

nationalisme. C'est-à-dire cette maladie du nationalisme qu'est le fascisme... Le fascisme sera le dernier point, le sommet du nationalisme de droite. Avec la deuxième guerre mondiale, et précisément avec la montée des fascismes, on va voir subtilement le nationalisme retourner en partie vers la gauche pendant que se développe un nouvel internationalisme de droite. C'est la signification profonde de la résistance dans les pays occupés. Car, en fait, il va se produire ce phénomène qu'on commençait à voir poindre dans les années 1930 : la bourgeoisie, du moins une partie de la bourgeoisie, s'effraie devant la montée du socialisme ou du communisme, et préfère à un bouleversement total de l'ordre social, accepter un dictateur, même si c'est un dictateur étranger. « Plutôt Hitler que les Rouges » : ce raisonnement ne sera jamais avoué, sinon par quelques esprits clairvoyants, mais il sera dans l'inconscient d'un grand nombre.

Au contraire, la Gauche, qui avait tellement développé l'internationalisme jusqu'en 1914 mais qui, entre les deux guerres, avait compris qu'il fallait tenir compte des domaines nationaux, sans jamais avoir réussi à intégrer le nationalisme, va découvrir la Nation dans la lutte contre l'occupant. Ce cas est extrêmement frappant. Il l'est surtout dans certains pays où les partis socialistes étaient restés très internationalistes. Il l'est aussi chez les communistes. Pour certains d'entre eux, ce retour au nationalisme ne sera qu'un masque. Pour les autres, ce sera vraiment la « redécouverte » de la Patrie — il y a sur ce thème un très beau poème d'Aragon. En fait, la lutte contre l'occupant ramène à un certain nationalisme de gauche. Les partis de gauche vont d'ailleurs l'exploiter après l'occupation dans un autre sens, notamment contre l'Alliance Atlantique, contre le leadership américain et contre les projets de l'Union Européenne. Il est aisé de suivre ce nouveau cheminement du nationalisme « de gauche » depuis 1940.

Cependant, dans certains pays, réapparaît au même moment un nationalisme « de droite » sous l'influence de la décolonisation. Les phénomènes de décolonisation, contre-coup de l'émancipation des peuples d'Asie et d'Afrique, vont réveiller un nationalisme très fort, très puissant pour les nations qui avaient des empires coloniaux. C'est trop peu de dire qu'il s'agit d'un camouflage de

la part de gens qui ont des intérêts coloniaux à défendre. Si c'était aussi simple, les problèmes de décolonisation se régleraient très vite. Hélas, les grands intérêts coloniaux arrivent assez facilement à être sauvegardés. La Banque d'Indochine avait reconverti tous ses intérêts en Indochine à la deuxième année de la guerre et la guerre n'aurait pas duré si longtemps s'il n'y avait eu que les intérêts de la banque d'Indochine. Non, le drame, c'est celui des petits colons, les « petits Blancs », dit-on aux États-Unis dans les États du Sud ; ce sont eux qui vont se sentir le plus profondément liés à la nation colonisatrice et ce sont à peu près les mêmes classes sociales qui, dans la nation colonisatrice, auront des réflexes très étroitement nationalistes. C'est en effet la même bourgeoisie, à vrai dire la petite bourgeoisie, qui a fait le nationalisme du XIX<sup>e</sup> siècle.

Voilà, très brièvement schématisée l'évolution du nationalisme européen du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. Ce tableau laisse dans l'ombre énormément de choses. Il ne vous montre pas, notamment, la signification des mouvements du fédéralisme qui ont poussé l'Europe à s'unir et qui sont très difficiles à analyser. Si j'en avais le temps, je vous exposerais qu'il y a un fédéralisme de droite et un fédéralisme de gauche, que parfois, d'ailleurs, on voit poindre, derrière le fédéralisme, l'idée d'un supernationalisme. L'un des grands mobiles de l'Union Européenne n'a-t-il pas été de dire aux Européens : « Mais vous aussi, vous serez un Troisième Grand ; vous aussi, vous relèverez la tête en face de l'U.R.S.S. et des États-Unis ; vous allez compter désormais plus qu'eux puisque les civilisations, vous les avez créées avant eux... » ? En fait, les mouvements européens ont, dans une certaine mesure, la même signification que celle des mouvements qui ont poussé les communes à se réunir au sein de l'État national. Les nations, devenues trop petites à l'échelle du monde, aspirent aussi à trouver place dans une sorte de plus grande nation.

Je m'empresse toutefois de dire qu'il n'est guère possible de résumer d'une façon aussi simpliste les mobiles que sous-tendent les mouvements européens. Je voulais simplement marquer l'appartenance d'un certain mouvement internationaliste à l'idée même d'un nationalisme élargi.

Je voudrais maintenant exposer en quelques mots

l'autre aspect du problème que je me propose d'étudier ici : *Les nationalismes actuels dans les pays sous-développés*. Tel est probablement un des aspects le plus important de l'idée nationale.

D'une façon générale, je le répète, le nationalisme reproduit dans les pays sous-développés les vicissitudes du nationalisme européen au XIX<sup>e</sup> siècle. Toute proportion gardée, on peut dire que l'Asie et l'Afrique sont entrées aujourd'hui dans le processus qu'ont suivi les nations européennes au siècle dernier. Certes, ce processus n'est pas tout à fait le même. On se trouve dans un autre contexte historique. Les traditions des peuples d'Asie et d'Afrique ne sont pas les mêmes que les nôtres. Mais les lignes générales sont étrangement analogues. C'est ainsi que l'on retrouve assez clairement parmi les nationalismes d'Asie et d'Afrique deux types, qui correspondent à deux stades d'évolution générale. Le premier type est celui du nationalisme émancipateur. C'est, au fond, le nationalisme de gauche, le nationalisme libérateur qu'a été le nationalisme européen de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'agit d'accéder à la liberté collective en tant que groupe social. Il s'agit, pour des peuples humiliés dans la colonisation, — qu'ils l'aient été réellement ou qu'ils croient l'avoir été, — d'arriver à la pleine possession de leur liberté, de sortir de cette humiliation, d'avoir le droit de s'organiser eux-mêmes. Je voudrais sur ce point que l'on comprît combien les Européens raisonnent mal en disant : « Si nous vous abandonnons, les chemins de fer marcheront moins bien ; les routes seront moins bien entretenues ; les services publics seront moins bien organisés ». Cela ne fait aucun doute. Mais, on ne manquera pas de répliquer : « C'est peut-être vrai. Mais l'important c'est que ce soit nous qui les entretenions, nous qui les fassions marcher. » Le problème n'est guère différent de celui que pose un enfant de quinze ans lorsqu'il a envie de faire ce qu'il veut. Évidemment, il fera des bêtises au départ ; c'est incontestable. Seulement, c'est lui qui les fera ; il se prendra lui-même en charge. Il y a là certainement un aspect d'émancipation collective, une idée, qui, toute proportion gardée, représente assez bien ce qui, dans un autre contexte historique, dans un autre arrière-plan culturel, rapproche le nationalisme européen du XIX<sup>e</sup> siècle de celui de l'Asie et de l'Afrique au XX<sup>e</sup> siècle.

Si vous suivez le développement de chacun de ces nationalismes, vous vous apercevrez très vite qu'au-delà de leurs tendances à l'émancipation, pointe un autre nationalisme, d'essence conservatrice. Le nationalisme est utilisé à l'heure actuelle dans un certain nombre de pays d'Afrique ou d'Asie par les classes sociales dominantes. Il tend dans ces pays à structure féodale à maintenir sous sa domination la population communautaire. On peut comprendre cette situation lorsqu'on admet que souvent les pays les plus ultra-nationalistes sur le plan verbal, sont ceux où la structure féodale est la plus forte. On y agite le drapeau du nationalisme pour faire oublier aux masses que l'exploitation n'est pas seulement coloniale mais qu'elle est locale. Il y a ainsi une sorte de conflit entre un nationalisme libérateur, émancipateur, et un nationalisme conservateur. Dans l'ensemble, cela correspond à peu près à deux stades et, dans la plupart des pays qui se sont libérés ou qui sont en train de se libérer, on peut très bien découvrir le même schéma d'émancipation. Il faut d'abord un parti nationaliste qui groupe toutes les énergies. Puis, ce parti nationaliste en marche essaie de libérer le pays. Il y réussit au bout d'un certain temps, quelquefois par des accords, quelquefois par la guerre, quelquefois encore en ne rompant pas les liens qui unissent le pays à son ancienne métropole. Mais, au moment où le parti nationaliste accède au pouvoir, une transformation s'y produit la plupart du temps. Les cadres du parti sont, au début, ceux qui viennent de la féodalité ou de la bourgeoisie locale. Ils s'efforcent par leur domination d'empêcher une transformation profonde des structures. Alors, une scission se produit au sein du parti nationaliste. Deux éléments se forment en son sein : l'un va tendre à la constitution d'un parti gauche, socialisant ou communiste, et l'autre restera le parti bourgeois et nationaliste.

Certes, ce schéma ne tient pas compte du fait que dans divers pays sous-développés, l'arrivée à l'indépendance s'est faite par le truchement du communisme. Mais la différence n'est pas aussi grande qu'on le pense. Il suffit de transposer. Le communisme joue dans les pays d'Asie ou d'Afrique qui cherchent à obtenir leur indépendance, dans un premier stade, le rôle de catalyseur puissant pour aider à la lutte nationale. Pour le brave homme de la base, il n'y a pas de différence entre

le communisme et le nationalisme. Mais les problèmes commencent à se poser au second stade. Il s'agit alors de faire vivre l'État autonome ou indépendant. On s'aperçoit à ce moment que le communisme n'est pas au bout de ses peines. Si les pays qui se sont rendus indépendants des pays de l'Ouest acceptent d'entrer dans l'orbite communiste, la bourgeoisie est généralement anéantie. Un régime social très dur est instauré ; il vise à développer l'industrie et à donner du bien-être aux classes pauvres. Momentanément, le problème de la bourgeoisie est liquidé. Mais au bout d'un certain temps, réapparaît celui du nationalisme à l'égard de la nation dominante : il s'agit cette fois d'un nationalisme anti-soviétique. Les communistes affirment d'ailleurs à cette occasion qu'ils sont aux prises avec un nationalisme conservateur de droite et de petits bourgeois. Il n'est toutefois pas absolument certain que ce soit sa seule signification.

En tous cas, il y a là un phénomène un peu particulier. Car, tout compte fait, ce qui est frappant à notre époque, ce n'est pas seulement le nationalisme dans les pays de l'Europe de l'Asie ou de l'Afrique, ou le nationalisme dans les pays décolonisés, c'est aussi cette montée puissante du nationalisme à l'intérieur du bloc soviétique. Là existe vraiment un phénomène qui mériterait lui aussi une longue analyse. Je vous dirai simplement en quelques mots en quoi il est important.

Au début, les communistes n'ont pas voulu intégrer le phénomène national dans leur doctrine. Pour Lénine, l'impérialisme, c'est-à-dire l'expansion d'une nation, était le dernier stade du capitalisme. Rendons cette justice à un homme fort controversé, Joseph Staline, d'avoir le premier attiré à l'intérieur de l'Union soviétique l'attention sur la question du nationalisme. Vraisemblablement parce qu'il était Géorgien, c'est-à-dire d'une nationalité non russe, Joseph Staline a toujours été très passionné par les problèmes de nationalité. A l'intérieur de l'Union Soviétique, une politique extrêmement intelligente de réveil des cultures nationales a été mise sur pied. Les pays européens auraient beaucoup à apprendre sur la politique menée à l'égard des nationalismes internes de l'Union soviétique, même pendant la période stalinienne. Sans doute ne s'agissait-il pas de réclamer l'indépendance de l'Ukraine. Mais on a réveillé des langues nationales en train

de mourir ; on a créé des universités nationales dans ces langues ; on a fait un effort culturel immense ; on s'est toujours appliqué à avoir partout des chefs qui soient du pays. Bien entendu, le parti communiste de l'Union des Républiques socialistes soviétiques maintient une unification générale. Il y a tout de même eu une prise de conscience du problème. Cette prise de conscience était possible parce qu'elle se situait dans le cadre d'un régime très rigide qui empêchait les explosions nationalistes. Où les communistes ont été totalement désarmés, c'est dans la poussée nationaliste qui s'est manifestée dans l'Europe balkanique, dans les démocraties populaires depuis la seconde guerre mondiale. A leur propos, on peut dire que les schémas du nationalisme ont totalement dépassé les explications marxistes. Certes, l'Union Soviétique ne s'était jamais fait d'illusion ; elle savait très bien qu'allait se développer un nationalisme polonais, tchèque, ou hongrois, mais son explication selon laquelle on se trouvait devant un phénomène bourgeois s'est avérée déficiente. En fait, les communistes ont été dépassés par les événements en restant persuadés que la façon d'embrigader leur jeunesse, de la former, de lui donner des doctrines, réussirait à effacer tout reste national. Ils se sont aperçus, au moment de l'explosion hongroise, que celle-ci s'est produite à l'intérieur du parti. Elle était l'œuvre — chose frappante — des jeunes générations. Elle s'est produite aussi chez ceux qui avaient été formés par la même doctrine et, plus encore — nous l'oublions trop à l'Ouest, dans bien des cas, — cette explosion nationaliste n'a pas pris la forme d'un anti-communisme outrancier. L'explosion a été dans le sens d'un communisme national. On voulait maintenir les structures du régime tout en s'engageant dans un sens d'autonomie nationale à l'instar de ce que, somme toute, la Yougoslavie avait fait huit ans auparavant.

Ce phénomène montre à la fois la puissance, la persistance, la force du nationalisme et les difficultés de son analyse. Sur ce point encore, on pourrait prétendre qu'au fond, les chefs communistes ont peut-être « ravi » le nationalisme à la paysannerie et à la bourgeoisie anti-communiste pour se l'approprier et pour en faire un drapeau. En Yougoslavie, cette manœuvre a servi, incontestablement, à renforcer l'influence du régime sur les masses. Le seul pays du bloc soviétique où



le parti ait réussi à diriger la révolution nationaliste en la maintenant dans le cadre communiste est la Pologne. Les communistes y ont en effet attiré vers eux les phénomènes nationaux. En Hongrie, au contraire, le parti était beaucoup trop désorganisé, beaucoup trop disloqué pour que les nationaux communistes ne soient pas noyés par les anti-communistes au cours d'une révolution nationaliste. C'est pourquoi la révolution hongroise qui visait à ouvrir les portes de l'Union Soviétique à l'Occident, s'est terminée dans le sang. Il faut dire que la Hongrie est un pays important en raison de sa configuration géographique. En Pologne, la révolution nationaliste a pu être maintenue dans un cadre communiste.

Ces éléments d'analyse sont volontairement très schématiques. On ne peut pas absolument ici comparer les phénomènes à l'intérieur du bloc soviétique, ceux du monde occidental et ceux des pays sous-développés.

La conclusion ? Il n'y en a vraiment pas. Dans toutes les évolutions politiques, il n'y a pas de conclusions. Les situations continuent à évoluer. Sans doute, sous certains aspects, le nationalisme tend-il à diminuer. Il s'atténue. Mais, par d'autres, il apparaît comme extrêmement puissant.

Oui, le nationalisme s'atténue ; c'est incontestable. Le développement des organisations internationales y est pour quelque chose. Il commence à y avoir un certain esprit international, ne serait-ce que parce que les communications sont plus faciles, parce que les gens apprennent à mieux se connaître, parce qu'on commence à avoir une idée un peu plus précise de ce monde très ouvert qui est le nôtre. La dévalorisation du nationalisme est certaine.

Elle est cependant encore très lente, elle reste très faible. Dans les cas même où elle paraît très avancée, comme dans la formation des petites fédérations, — je pense, par exemple, à la Fédération Européenne —, on n'assiste peut-être pas à une véritable dévalorisation du nationalisme. Ce qui s'y produit est plutôt une transposition du nationalisme dans un cadre plus large.

Le phénomène du nationalisme a deux aspects. Mais ce qui caractérise l'idéologie nationaliste en soi, c'est qu'il y a un « nous » et « les autres ». On forme « sa » communauté contre une autre,

contre un autre groupe. On n'arrivera à une véritable dévalorisation du nationalisme que dans le cadre d'une fédération mondiale intégrale. Alors, on aura l'impression d'être vraiment dans une communauté mondiale. En fait, les tendances actuelles du fédéralisme sont des phénomènes d'agrandissement du nationalisme. C'est peut-être, — pour ma part je le crois sincèrement —, du point de vue de l'évolution historique, une étape nécessaire vers une dévalorisation plus complète du nationalisme. Il est certainement beaucoup plus important de se sentir citoyen d'un grand Etat s'étendant sur plusieurs nations historiques, qui, autrefois, se sont battues, que de vouloir rester uniquement citoyen d'un petit Etat qui garde sa propre tradition. Cet élargissement de l'horizon contribuera à la dévalorisation du fait national. Ce qui frappe à l'heure actuelle, c'est le fait que toute l'Asie et toute l'Afrique sont bouleversées par des phénomènes nationaux. De surcroît, ces phénomènes restent très puissants en Europe, en Russie, aux Etats-Unis, etc...

Quelle belle conférence pourrait-on faire encore sur les nationalismes à l'intérieur de l'Alliance Atlantique, sur les nationalismes à l'intérieur de l'Europe ! Il y a là aussi des phénomènes touchants. Bien plus, le contrecoup de l'émancipation des peuples colonisés a été un réveil du nationalisme européen. Ce réveil a été extrêmement puissant. Il est arrivé alors ce qu'il arrive toujours dans les grandes époques de l'histoire, les gens se battent exactement pour la même chose, toujours avec le même acharnement. Je pense qu'à l'heure où je parle, il y a, face à face en Algérie, des jeunes gens, à peu près du même âge. Ils sont opposés les uns aux autres. Ils pensent qu'ils se battent pour leur unité, pour la grandeur de leur pays. Ils croient qu'ils se battent pour une cause pure. A leur point de vue, elle est pure. En face d'eux, des jeunes gens, à peu près du même âge, ont exactement la même idée. Ils pensent eux aussi qu'ils se battent pour amener leur pays à l'existence. Leur cause, elle aussi, est pure. Eh bien, c'est cette pureté qui, de part et d'autre, est grave. C'est au moment où les idéologies arrivent à la fois à ce degré de pureté et de violence que les guerres idéologiques éclatent. Ce sont de nouvelles guerres de religion ; elles sont parmi les plus redoutables. A l'heure actuelle encore, — fort heureusement dans des secteurs très limités

mais tout de même dans un certain nombre de secteurs —, les idéologies nationalistes sont assez fortes, assez puissantes pour engendrer des luttes inexpiables. Elles seront très difficiles à surmonter, même s'il y a un peu partout, dans tous les pays, des esprits qui essayent de faire comprendre la nécessité de dépasser le nationalisme, — nécessité qui peut être démontrée intellectuellement —. Le malheur est que l'emprise des idéologies nationalistes est si totale que les démonstrations intellectuelles n'ont rigoureusement aucun effet. Elles sont comme la pluie qui tombe sur la surface de la mer ; elles ne font qu'effleurer les esprits, mais ne pénètrent pas dans leurs racines.

Telle est ma conclusion dont la teneur est, je m'en excuse, un peu pessimiste. Au fond, on s'est toujours battu et tué pour des idéologies. Mais ce n'est pas la vérité d'une idéologie qui est en liaison avec la somme de courage dépensée pour sa cause. Après tout, hélas, peu importe le contenu de l'idéologie ; l'essentiel, c'est ce que croient

les gens. Dans la mesure où ils croient leur cause pure ils la justifient d'un point de vue supérieur. Il n'en reste pas moins qu'à travers l'histoire, je crois que tout l'effort des hommes a toujours été d'essayer de surmonter ces cloisonnements idéologiques et d'essayer de comprendre autrui. Le défaut du nationalisme en tant qu'idéologie, ce n'est pas ce qu'il affirme mais ce qu'il nie. Dans la mesure où il insiste sur les valeurs originales d'un peuple, sur son apport à la civilisation, sur sa grandeur, non seulement à travers l'histoire passée mais dans l'histoire future, il a raison et il est juste. L'humanité serait sinistre si toutes les nations n'existaient pas et si, au lieu de ces costumes divers répandus dans le monde — ces costumes intellectuels, artistiques des innombrables civilisations, il n'y avait partout qu'un ton uniforme ennuyeux, morne et triste. Mais où le nationalisme a tort, où il commet une faute immense, c'est de nier, après avoir affirmé l'originalité d'un pays ainsi que sa grandeur, l'originalité, la grandeur des autres et leur droit à l'existence.

